



CH de Barentin
CH du Belvédère
CH du Bois-Petit
CH de Darnétal
CH de Gournay-en-Bray
CH de Neufchâtel-en-Bray
CHU de Rouen
CH du Rouvray
CH d'Yvetot



CHU ROUEN NORMANDIE, ETABLISSEMENT SUPPORT
DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CTTP)

PROCEDURE ADAPTEE
Articles 3° R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du Code
de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de services juridiques de
représentation et des prestations
accessoire de conseil juridique pour
les établissements membres du GHT
Rouen Cœur de Seine

Sommaire

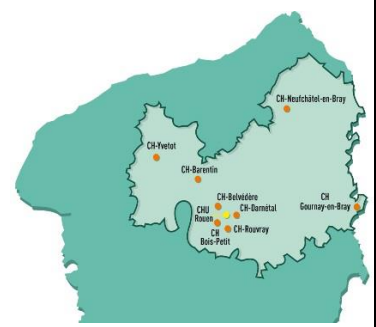
PREAMBULE – CONTEXTE ET PRESENTATION DES ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE (GHT) ROUEN CŒUR DE SEINE	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES DIFFERENTS LOTS.....	4
LOT N°1 : DROIT HOSPITALIER – DROIT DE LA SANTE	4
LOT N°4 : DROIT PENAL	5
LOT N°5 : DROIT DE LA SECURITE SOCIALE, FINANCES PUBLIQUES.....	5
LOT N°6 : QUESTION FONCIERES	6
LOT N°7 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
LOT N°8 : DROIT DU NUMERIQUE ET DU SYSTEME D'INFORMATION, Y COMPRIS LES MARCHES PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	6
LOT N°9 : COMMISSAIRE DE JUSTICE	7
ARTICLE 4 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES POUR LES LOTS 1 A 8.....	7
4.1 - PRESTATION PRINCIPALE DE REPRESENTATION DEVANT LES JURIDICTIONS.....	7
DISPOSITIONS PARTICULIERES : FACTURATION DES CONTENTIEUX SERIELS	8
4.2 - PARTICIPATION A DES REUNIONS DE TRAVAIL ET DES ENTRETIENS	8
4.3 - PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE	8
4.3.1 - Assistance juridique téléphonique pour avis immédiat	8
4.3.2 Consultation juridique écrite.....	8
4.3.3 - Coproduction – validation de documents	9
ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE POUR LES LOTS 1 A 8	9
ARTICLE 6 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE CADRE DU LOT 9	10
ARTICLE 7 - OBLIGATION DU TITULAIRE POUR LE LOT 9.....	10

PREAMBULE – CONTEXTE ET PRESENTATION DES ETABLISSEMENTS DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE (GHT) ROUEN CŒUR DE SEINE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le GHT Rouen Cœur de Seine regroupe 9 établissements :

- Le CHU Rouen Normandie (établissement support),
- Le CH du Belvédère,
- Le CH du Rouvray,
- Le CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- Le CH de l'Austreberthe,
- Le CH de Darnétal,
- Le CH de Neufchâtel-en-Bray,
- Le CH d'Yvetot,
- Le CH de Gournay-en-Bray



La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de premier niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet principal des **prestations de services juridiques de représentation (préparation et gestion du contentieux) et des prestations accessoires de conseil juridique** pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

La présente consultation ne couvre pas les prestations juridiques auxquelles les établissements du GHT pourraient répondre en interne, par le biais de ses agents. Elle ne couvre pas non plus les prestations dont la spécificité nécessiterait qu'elles soient confiées à des cabinets hautement spécialisés.

Les prestations pourront s'exécuter en dehors de la région Haute-Normandie, notamment pour les prestations de représentation en justice.

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Il s'agit d'un marché public alloti, comprenant 9 lots :

- Lot n°1 : droit hospitalier, droit de la santé ;
- Lot n°2 : droit de la commande publique et autres contrats publics (hors marchés publics de techniques de l'information et de la communication) ;
- Lot n°3 : droit de la fonction publique, droit du travail et ressources humaines ;
- Lot n°4 : droit pénal ;
- Lot n°5 : droit de la sécurité sociale, finances publiques ;
- Lot n°6 : questions foncières ;
- Lot n°7 : propriété intellectuelle ;
- Lot n°8 : droit du numérique et du système d'information, y compris les marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- Lot n°9 : commissaire de justice.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES DIFFERENTS LOTS

Le périmètre de chacun des lots est défini de la manière suivante :

Lot n°1 : droit hospitalier – droit de la santé

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- La coopération hospitalière (notamment les GHT) ;
- La coopération professionnelle (montage GCS, GIE) ;
- L'organisation hospitalière ;
- La planification hospitalière,
- Le droit des patients.

Lot n°2 : droit de la commande publique et autres contrats publics (hors marchés publics de techniques de l'information et de la communication)

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Marchés publics (hors marchés publics de techniques de l'information et de la communication, appartenant au lot 8) ;
- Contrats de concession ;
- Contrats publics (hors contrat de travail, appartenant au lot 3, et les conventions d'occupation domaniale, appartenant au lot 6).

Lot n°3 : droit de la fonction publique, droit du travail et ressources humaines

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Droits, obligations et protections
- Exercice du droit syndical et dialogue social
- Recrutement
- Principes d'organisation et de gestion des ressources humaines
- Carrière et parcours professionnel
- Temps de travail et congés
- Rémunération et action sociale
- Prévention et protection en matière de santé et de sécurité au travail
- Personnels médicaux
- Personnels contractuels
- Protection fonctionnelle.

Lot n°4 : Droit pénal

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Le conseil juridique en matière de droit pénal ;
- La représentation en justice lorsque le CHU de Rouen est mis en cause en tant que personne morale.

Lot n°5 : Droit de la sécurité sociale, finances publiques

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Le droit de la sécurité sociale : tarification des prestations d'hospitalisation et de consultation, réglementation spécifique de la tarification à l'activité, recouvrement des charges par l'URSSAF ;
- Le recouvrement des frais d'hospitalisation, notamment les recours contre les obligés alimentaires des patients devant le juge aux Affaires Familiales (article L6145-11 du code de la santé publique).

Lot n°6 : Question foncières

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Utilisation du domaine public ;
- Utilisation du domaine privé ;
- Droit de la construction ;
- Droit de l'urbanisme.

Lot n°7 : Propriété intellectuelle

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- La protection des créations ou acquisitions des droits de propriété intellectuelle, pour les brevets, marques, dessins, modèles, collections biologiques, bases de données, logiciels et noms de domaine:
 - Analyse de la protégeabilité, recherche d'antériorité, détermination de la stratégie de protection,
 - Rédaction, dépôt, suivi des procédures de protection,
 - Inscription auprès des offices nationaux et internationaux des titres et actes relatifs au titre.
- L'exploitation :
 - Négociation et rédaction de contrats relatifs à la propriété intellectuelle (contrats de recherche, licences ou cessions de savoir-faire ou de droits de propriété intellectuelle),
 - Réalisation d'audits de propriété intellectuelle.
- Pré-contentieux et contentieux dans les domaines suivants :
 - Liberté d'exploitation,
 - Conseil stratégique et suivi des litiges,
 - Arbitrage et médiation,
 - Gestion des procédures d'opposition.
- Consultations juridiques diverses sur des problématiques liées à la propriété intellectuelle ;
- Droit et protection de l'exploitation des bases de données.

Lot n°8 : Droit du numérique et du système d'information, y compris les marchés publics de techniques de l'information et de la communication

Le périmètre de ce lot comprendra les domaines suivants :

- Numérique, Technologies de l'information et de la communication, y compris les marchés publics s'y référant ;
- Informatique et liberté,

- Télémédecine,
- Hébergement de données de santé,
- E-commerce et M-business.
- Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Lot n°9 : Commissaire de justice

Le périmètre de ce lot inclut toutes les compétences attachées à la fonction de commissaire de justice, prévues par le décret n°2021-1625 du 10 décembre 2021 relatif aux compétences de commissaire de justice :

- Notification et signification d'acte extra-judiciaire et de décision judiciaire ;
- Exécution des décisions de justice, des actes ou titre en forme exécutoire ;
- Recouvrement amiable et judiciaire des créances ;
- Procès-verbal de constat ;
- Sommation ;
- Rédaction d'acte authentique.

Pour tous les lots, les échanges téléphoniques qui s'inscrivent dans le cadre de la rédaction et de la publicité d'un acte ne donnent lieu à aucune rémunération complémentaire de celle prévue dans le cadre de la prestation visée ci-avant.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES POUR LES LOTS 1 A 8

Chaque établissement du GHT Rouen Cœur de Seine est susceptible de commander aux titulaires des lots les prestations suivantes :

4.1 - Prestation principale de représentation devant les juridictions

Le Titulaire assurera la représentation de chaque établissement devant toute juridiction, autorité ou personne physique ou morale, de droit privé ou public devant laquelle l'établissement membre est amené à se présenter pour défendre ses intérêts et ses droits.

Cette prestation sera rémunérée sur la base d'un forfait comprenant l'ensemble des prestations nécessaires à la représentation des établissements. La représentation en vue du règlement d'un contentieux comprend toutes les prestations et procédures préalables, concomitantes et postérieures à la représentation des établissements devant les juridictions compétentes, ainsi que la négociation pour le règlement amiable d'un litige ou la formation d'une transaction.

Il s'agit de l'ensemble des prestations nécessaires à la représentation des établissements ou de leurs agents en cas de contentieux : écritures (requêtes, mémoires, dossiers de plaidoirie, notes en délibéré), plaidoiries, aide à la décision et démarches juridictionnelles (requête, assignation).

Le Titulaire informe chaque établissement du suivi de la procédure et communique, en temps réel, toutes pièces contradictoires ou juridictionnelles dont il est le destinataire, ainsi que les interventions qu'il propose de faire auprès des autres parties de la procédure ou des juridictions ou instances.

Il doit obtenir l'autorisation de l'établissement concerné pour tout nouvel acte ou initiative pouvant engendrer des frais supplémentaires.

Les mémoires sont obligatoirement transmis à l'établissement pour validation.

Le Titulaire s'engage à respecter tous les délais de procédure imposés par les lois et règlements en vigueur.

Le Titulaire doit veiller à mobiliser un avocat spécialisé dans le domaine juridique concerné et habilité à intervenir dans l'instance et devant l'autorité en l'espèce.

Dispositions particulières : facturation des contentieux sériels

Le Titulaire s'engage à ne facturer les contentieux sériels qu'à hauteur de :

- **A compter de la première requête** : tarif prévu au BPU (représentation devant les juridictions) ;
- **A compter de la deuxième requête** : 10 % du tarif défini dans le BPU (représentation devant les juridictions) pour chaque dossier.

4.2 - Participation à des réunions de travail et des entretiens

Le Titulaire peut être amené à participer à des réunions de travail. Celles-ci pourront se tenir, à la convenance des établissements, dans ses propres locaux, dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu jugé opportun par l'établissement membre du GHT Rouen-Cœur-de-Seine.

Dans ce cas, l'objet de la réunion, la liste des participants, ainsi que le recensement de tout document en lien avec l'objet de la réunion seront indiqués au Titulaire.

A l'issue de cette prestation, le Titulaire est tenu de remettre à l'établissement concerné un compte-rendu écrit de l'entretien, dans les quarante-huit heures qui suivent.

4.3 - Prestations de conseil juridique

Les prestations de conseil portent sur les actes ou projets établis ou projetés par chaque établissement du GHT Rouen-Cœur-de-Seine.

La prestation peut être réalisée ponctuellement par téléphone, courriel, correspondance papier, web-conférence, visioconférence ou encore en présentiel.

Le cas échéant, le Titulaire indiquera aux personnes habilitées à le saisir, les coordonnées permettant de le joindre et les modalités pour que puisse intervenir l'entretien téléphonique.

4.3.1 - Assistance juridique téléphonique pour avis immédiat

Le Titulaire assure une assistance téléphonique sur appel de l'établissement.

Le Titulaire donne une réponse orale immédiate, lorsqu'elle ne nécessite pas de recherches particulières, ou au plus tard dans les deux heures qui suivent chaque sollicitation.

Sur demande expresse de l'établissement, l'entretien téléphonique doit s'accompagner d'une confirmation écrite, note ou fiche transmise par courriel, au plus tard dans les vingt-quatre heures suivant l'échange.

4.3.2 Consultation juridique écrite

Le Titulaire est interrogé sur une situation à laquelle l'établissement membre du GHT Rouen-Cœur-de-Seine est confronté dans l'un des domaines énoncés précédemment.

A ce titre, une description de la situation conduisant à solliciter la consultation, les informations et pièces nécessaires, ainsi que le délai exigé par l'établissement sont transmis au Titulaire.

L'avis produit, sous forme d'études, de notes ou de fiches, doit être clair et répondre précisément à la question posée. Il devra également comporter :

- Des préconisations permettant de corriger la procédure à suivre afin de garantir la fiabilité juridique des actes,
- Ainsi que des détails, avec des références jurisprudentielles et doctrinales sur lesquelles il se fonde, afin de permettre à l'établissement concerné d'apprécier la validité juridique de l'argumentation.

4.3.3 - Coproduction – validation de documents

La prestation de conseil peut prendre la forme d'une prestation de coproduction et validation de document(s) produit(s) par les établissements.

Il peut s'agir selon le lot concerné, de contrats, de chartes, de conditions générales d'utilisation, de cahiers des clauses administratives particulières, de règlements de consultations, de conventions de projets...

La prestation de coproduction - validation sera réalisée en deux (2) phases :

- **Phase 1 : Corrections, ajouts, commentaires**

Le Titulaire prendra connaissance des documents produits par les établissements, puis, en utilisant le mode révision il personnalisera celui-ci en procédant aux rectifications, ajouts et commentaires qu'il estime nécessaire dans le corps de document.

Il transmettra le document révisé à l'établissement concerné afin que ce dernier puisse en prendre connaissance et formuler ses observations.

- **Phase 2 : Validation des documents remis**

Après quelques échanges avec l'établissement, le Titulaire procédera à la validation définitive du document engageant ainsi sa responsabilité professionnelle.

ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE POUR LES LOTS 1 A 8

En raison de son objet, le marché public est réservé à une profession particulière, exercée par le Titulaire à titre principal, et régie par les règles suivantes :

- Article 54 de la loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, actualisée par l'ordonnance n°2019-964 du 18 septembre 2019
- Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat, actualisé par le Décret n°2019-966 du 18 septembre 2019 ;
- Règlement Intérieur National de la profession d'avocat (décision du 9 décembre 2022 portant modification du règlement intérieur national de la profession d'avocat) ;
- Décret n°2023-552 du 30 juin 2023 portant code de déontologie des avocats.
- Décret n° 2023-1125 du 1er décembre 2023 relatif à la formation professionnelle des avocats ;
- Et tout autre texte s'y substituant.

Les prestations ne peuvent être exécutées que par un professionnel autorisé à délivrer des consultations dans les domaines objet du présent marché public.

Le Titulaire s'engage à désigner une personne qui deviendra l'interlocuteur privilégié de chaque établissement et supervisera la totalité des missions qui lui seront confiées.

ARTICLE 6 - PRESTATIONS POUVANT ETRE COMMANDEES DANS LE CADRE DU LOT 9

Le titulaire de ce lot doit être territorialement compétent.

Il réalise notamment les prestations suivantes :

- Notification et signification d'acte extra-judiciaire et de décision judiciaire
- Exécution des décisions de justice, des actes ou titre en forme exécutoire
- Recouvrement amiable et judiciaire des créances
- Procès-verbal de constat
- Sommation
- Rédaction d'acte authentique

Le titulaire de ce lot devra intervenir chaque fois qu'il en sera requis par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

S'agissant des procès-verbaux de constat, les conditions d'exécution sont les suivantes :

- Disponibilité du titulaire jours/7,24 heures/24, y compris les jours fériés ;
- L'intervention du titulaire est sollicitée par téléphone par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, suivie d'une confirmation écrite dans le cadre d'une commande avec le cas échéant les pièces du dossier ;
- Le délai d'intervention, ne peut être supérieur à 24 heures à compter de la demande téléphonique, sauf accord exprès de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine
 - Pour une intervention sous 48 heures. En cas d'urgence, le délai d'intervention est rapporté à 3 heures sauf accord exprès de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine ;
- Le délai dans lequel doit être fourni le procès-verbal de constat, accompagné de photos couleurs et en deux (2) exemplaires, ne peut être supérieur à 5 jours calendaires à compter de l'intervention ; en cas d'urgence, le délai est ramené à 2 jours calendaires, sauf accord exprès de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Pour toute autre prestation réalisée par un commissaire de justice, la saisine se fait par écrit. Les coordonnées du titulaire permettant à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine de le joindre à tout moment sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire doit informer l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine de l'état d'avancement de ses interventions trimestriellement.

ARTICLE 7 - OBLIGATION DU TITULAIRE POUR LE LOT 9

En raison de son objet, le marché public est réservé à une profession particulière, exercée par le Titulaire à titre principal, et régie par les règles suivantes :

- Le décret n° 2015-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice.

CCTP

Prestations de services juridiques de représentation et prestations accessoires de conseil juridique

- Ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice ;
- Décret n°2019-1185 du 15 novembre 2019 relatif à la formation professionnelle des commissaires de justice et aux conditions d'accès à cette profession ;
- Décret n° 2021-1625 du 10 décembre 2021 relatif aux compétences des commissaires de justice ;
- Décret n°2022-949 du 29 juin 2022 relatif aux conditions d'exercice des commissaires de justice ;
- Décret n°2023-1296 du 28 décembre 2023 relatif au Code de déontologie des commissaires de justice ;
- Et tout autre texte s'y substituant.